

AUTRES FACETTES

Informations et opinions sur l'effort international pour éliminer les diamants DE GUERRE

Numéro 1

Avril 2001

Sécurité humaine et commerce international des diamants en Afrique

EXPANSION DE PROJET DE RECHERCHE

Le rapport de **Partenariat Afrique Canada** intitulé *Le coeur du problème : La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine* a été publié en janvier 2000. Ce rapport a mobilisé l'attention des gouvernements, des médias et de l'industrie internationale du diamant. De nombreuses mesures ont été prises pour donner suite aux recommandations du rapport, préparé avec l'aide de l'**International Peace Information Service**, de Belgique, et du **Network Movement for Justice and Development**, de la Sierra Leone.

Les trois organisations se sont concertées pour approfondir les travaux de la phase I en étoffant les connaissances sur la question des "diamants de guerre" et en cherchant à participer au règlement des conflits reliés aux diamants, qui ont exercé un effet dévastateur sur la vie et la sécurité humaines en Afrique. Ce programme offrira des politiques de rechange aux gouvernements, à l'industrie, et aux organismes bilatéraux et multilatéraux afin d'instaurer un milieu propice au développement pour la production et le commerce du diamant en Afrique. Les activités de recherche permettront d'accroître l'ensemble des connaissances sur la question des diamants de guerre, et d'enquêter sur un nombre de pays producteurs de diamants en Afrique (et sur leurs voisins), ainsi que sur les principaux centres de commerce, de taille et de polissage. Le projet réalisera une série d'études visant à constituer un ensemble plus complet de renseignements sur l'industrie internationale du diamant dans ses rapports avec les conflits civils et transfrontières en Afrique. Un programme d'information cherchera à améliorer la compréhension du public, le dialogue politique et le changement politique susceptibles de réduire, au sein de l'industrie du diamant et en périphérie, l'opportunisme relié aux conflits, et d'accroître les possibilités d'investissements productifs et l'exercice d'une responsabilité propice au développement par les entreprises. Le projet créera une coalition internationale de chercheurs et de militants dont les travaux s'appuieront mutuellement dans la quête de solutions permanentes aux conflits reliés aux diamants. De plus, le programme vise à habiliter les organisations de la société civile africaine à travailler en faveur de la paix, de la justice, du développement et de l'accroissement de la sécurité humaine dans leurs pays respectifs.

Le projet s'est déjà vu accordé un généreux appui de la part du Program on Global Security and Sustainability de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de l'Agence canadienne de développement international, du Department for International Development de Grande-Bretagne, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, du Centre de recherches pour le développement international, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, du Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile, d'Inter Pares, de CUSO, de Terre sans frontières et d'autres.

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication conjointe de Partenariat Afrique Canada (Ottawa), de l'International Peace Information Service (Anvers) et du Network Movement for Justice and Development (Freetown). Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Pour communiquer avec *Autres facettes*, veuillez vous adresser à Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, Canada, K1N 7Z2; télécopieur : (613) 237-6530; courriel :

hsda@partnershipafricacanada.org

Des exemplaires d'*Autres facettes* sont disponibles sur demande ainsi que sur le site Web de Partenariat Afrique Canada à www.partenariatafricacanada.org

ISSN : 1496-7502

Avertissements de l'ONU au Libéria

Renvoi de Sanctions

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décrété à l'unanimité, le 7 mars, un embargo international sur le commerce des diamants libériens, qui entrera en vigueur le 7 mai si le Libéria ne cesse pas d'appuyer les rebelles du Revolutionary United Front (RUF) en Sierra Leone. On prévoit aussi, entre autres, interdire au **président Charles Taylor** et à des hauts fonctionnaires libériens de voyager à l'étranger. Le Libéria a également été pressé de garder ses avions au sol tant qu'il n'aura pas mis au point un système d'enregistrement acceptable pour ceux-ci. De plus, l'embargo existant sur les livraisons d'armes au Libéria a été remplacé par un nouvel embargo. Le Libéria a damé le pion à l'ONU en affirmant qu'il avait immobilisé ses avions et interrompu ses propres exportations de diamants pour une période de quatre mois en attendant la mise en place d'un système de certification « vérifiable à l'échelle internationale et transparent ». Ces mesures font suite à la publication du rapport d'une Instance de surveillance de l'ONU, en décembre, qui accusait le Libéria de contrebande de diamants et de soutien de haut niveau au RUF. La Guinée avait auparavant exprimé sa colère concernant le retard dans l'imposition de sanctions, blâmant le Libéria pour son appui aux forces rebelles qui combattent en Guinée du Sud. On dénombre plus de 200 000 réfugiés en Guinée et 200 000 Guinéens ont été déplacés par les combats dans le sud-ouest.

VEILLE MÉDIAS

par Griot

Le numéro de janvier d'*Esquire* présentait une diffamation longue et détaillée intitulée "The Opportunist". **Nicholas Karras**, président d'**Anaconda Worldwide**, a imprudemment permis au journaliste **John. H. Richardson** de l'accompagner en Sierra Leone où Karras, un bon vivant flanqué de deux gardes du corps, essayait de conduire l'affaire d'une vie l'automne dernier. "Il existe un certain type d'hommes qui, écrit Richardson, voient l'occasion de s'enrichir lorsque sévissent le chaos et des souffrances humaines innombrables. Prenez, par exemple, la guerre du diamant en Sierra Leone. Nick Karras brûlait de s'y rendre." Karras a effectivement obtenu l'une des licences d'exportation tant convoitées de la Sierra Leone, mais son avenir là-bas doit maintenant être compromis. Si les reportages d'*Esquire* au sujet de sa distribution de cadeaux ne lui attirent pas d'ennuis, ses commentaires racistes ne manqueront pas de le faire. Témoin, "une petite travailleuse de l'Aide bien pensante" qui "le harcelait au sujet du commerce des diamants et ne cessait de lui répéter : "Ne savez-vous pas qu'il y a du sang sur ces diamants?"... Nick a fini par s'impatienter et lui a dit : "Bien oui, mais ça part très bien au lavage." "

Le 18 février, l'émission *60 minutes* de la CBS a finalement diffusé son reportage tant attendu sur les diamants. On avait prévu une émission en deux parties, la première portant sur **De Beers** et la seconde sur la guerre en Sierra Leone. Après plus de sept mois de travail, on a finalement diffusé un unique segment de 20 minutes axé surtout sur le De Beers, à titre de cartel déterminé à faire grimper le prix d'un minerai essentiellement sans valeur. Le volet sur la Sierra Leone est devenu une capsule de 5 minutes, illustrant éloquentement les mauvaises choses qui peuvent survenir lorsque ces prix retiennent l'attention de tueurs. Tant d'images ont défilé en si peu de temps (**Nicky Oppenheimer**, président de De Beers, **Charles Taylor**, président du Libéria, **Charmian Gooch**, de Global Witness, "cette petite travailleuse de l'Aide bien pensante") qu'on pourrait pardonner le spectateur moyen de conclure à un rapport direct entre De Beers et la guerre en Sierra Leone.

Le numéro de février de *Fortune* contenait un long article sur **De Beers** : "A New Cut on an Old Monopoly". L'article a été motivé par les nombreux changements survenus chez De Beers au cours de la dernière année, surtout le lancement de son initiative de "fournisseur de choix", l'introduction de sa "Forevermark" et sa nouvelle stratégie de vente au détail, annoncée en janvier, avec **LVMH Moët Hennessey Louis Vuitton**. Les rédacteurs de *Fortune* n'ont pas dû priser le fait qu'en 16 pages de texte et de photographies, leur enquête n'a pu déceler ne serait-ce que le moindre indice du plus gros plan de De Beers à ce jour, son projet de remariage avec **Anglo-American**, d'une valeur de 17,6 milliards de dollars, et sa radiation, après plus d'un siècle, de la bourse de Johannesburg, annoncée environ 15 minutes après la parution de *Fortune*.

Extraction de diamants au Congo par la Namibie

Un ministre s'oppose à la désignation de "pays sensible"

WINDHOEK, 22 février – Après deux ans de démentis par le gouvernement, le ministre des Mines de la Namibie a admis que le pays est engagé dans l'extraction de diamants dans la République démocratique du Congo (RDC), où les troupes namibiennes aident Kinshasa à lutter contre les rebelles, selon un reportage du 22 février. Dans une entrevue avec le journal en langue afrikaans *Die Republikein*, le ministre **Jesaya Nyamu** a affirmé que la Namibie participait à une coentreprise avec une société américaine et le gouvernement de la RDC. "C'est un accord tripartite entre le gouvernement de la RDC, August 26 et un groupe américain", de dire Nyamu. August 26, dont les administrateurs comprennent d'éminents Namibiens, est une société de portefeuille propriété du Namibian Defence Force (NDF). La société, dont relève le fabricant d'armements du pays, s'inspire du modèle chinois d'entreprises commerciales propriétés des militaires. "La Namibie et ses partenaires ne sont pas à la mine pour piller; tout est fait dans le cadre d'un accord légitime", a affirmé le ministre.

Nyamu a refusé de nommer le groupe américain participant à la coentreprise. À peine une semaine avant la publication de l'article, le ministre s'était fermement opposé à la désignation de la Namibie comme "pays sensible" dans un rapport de l'ONU en raison de la possibilité qu'y transitent des diamants en provenance de pays accablés de conflits comme l'Angola et la RDC. "Je condamne catégoriquement une telle désignation, a-t-il dit, et je presse les auteurs de retirer de telles accusations sans fondement, nuisibles et injustes."

La Namibie est alliée au Zimbabwe et à l'Angola pour appuyer le gouvernement de la RDC contre les rebelles appuyés par le Rwanda et l'Ouganda. La guerre de deux années et demie a permis à des gouvernements étrangers, à des rebelles et à des intérêts commerciaux de puiser à même les richesses du pays qui comprennent de l'or, des diamants, de l'uranium et du cuivre. La société namibienne – nommée August 26 en commémoration de la date en 1966 où le parti maintenant au pouvoir en Namibie a lancé une lutte armée contre le régime minoritaire blanc en Afrique du Sud – trouve ses administrateurs dans l'élite du pays. Selon le registraire des sociétés de la Namibie, les administrateurs comprennent le chef de l'armée, le major général **Martin Shalli**, l'inspecteur général adjoint de la police, le lieutenant général **Fritz Nghishiliwa**, ainsi que le chef du Internal Revenue Service, **Anna Nakale**. Siège aussi au conseil d'administration le consul honoraire de la Belgique en Namibie, **Walter Hailwax**. Hailwax est l'administrateur local du courtier international en armements ACS International, lié au courtier zimbabwéen en armements, **John Bredenkamp**.

Avec la déclaration de Nyamu, la Namibie admet pour la première fois publiquement avoir des intérêts dans l'extraction de diamants en RDC. Le Zimbabwe a déjà reconnu ses liens financiers avec la RDC toutefois. Les forces de défense du Zimbabwe ont enregistré une société appelée Osleg pour exercer des activités de concert avec Comiex, une société privée propriété de l'armée de la RDC. Les deux sociétés ont été créées pour acheter et vendre des diamants et de l'or. En septembre dernier, les chemins de fer nationaux du Zimbabwe ont mis en service un train de marchandises hebdomadaire vers la RDC, pour y prendre du cuivre à des fins de transformation par les Mhangura Copper Mines Ltd., du Zimbabwe. Entre temps, les rebelles qui contrôlent plus de la moitié du pays, surtout dans l'est et le nord, exploitent des dépôts de minerai importants pour les armements et l'aéronautique.

John Grobler à Windhoek

Date limite de l'ONU pour le retrait des troupes du Congo

En février, le Conseil de sécurité de l'ONU a invité les parties belligérantes au Congo à amorcer leur désengagement avant le 15 mars et a prié toutes les parties à l'accord de cessez-le-feu de Lusaka d'adopter des plans pour un retrait total des troupes étrangères avant le 15 mai. Le Conseil a affirmé qu'il suivrait de près l'application de la résolution et qu'il enverrait une mission dans la région, peut-être en mai. Il envisagera d'autres mesures si l'une ou l'autre des parties ne se conforme pas à la résolution.

Le Conseil de sécurité discute des sanctions contre l'UNITA

Le 22 février, le Conseil de sécurité des Nations Unies a débattu des recommandations sur l'Angola, ainsi que de la possibilité d'un mécanisme de surveillance permanent des sanctions de l'ONU. À titre de président du Comité des sanctions concernant l'Angola, l'ambassadeur de l'Irlande à l'ONU, **Richard Ryan**, a affirmé : "Le régime de sanctions de l'ONU contre l'UNITA fonctionne". Il a toutefois ajouté que l'ONU "ne possède pas pour l'instant la capacité permanente nécessaire pour assurer le suivi des constatations du rapport du Groupe d'experts et du rapport de l'Instance de surveillance... Il faudra de la détermination et des ressources financières pour donner suite aux recommandations essentielles du mécanisme. Toutefois, les défis qu'elles posent et leur coût n'enlèvent rien à leur nécessité absolue."

La guerre en Angola a chassé plus de 19 000 civils de leurs foyers en janvier seulement, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. C'est dans la province de Bie, dans le centre de l'Angola, une ancienne base du mouvement rebelle UNITA, qu'on a dénombré le plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP). En 2000, 457 000 personnes ont été déplacées.

On trouvera l'information du Conseil de sécurité sur l'Angola à :

www.un.org/Docs/sc/committees/AngolaTemplate

RÉUNIONS

Réunion non concluante à la Maison-Blanche

Le 10 janvier, au cours des derniers jours de l'administration Clinton, l'Office of Science and Technology Policy et la Maison-Blanche ont organisé une conférence sur les technologies d'identification et de certification des diamants. La rencontre a permis à des scientifiques et des universitaires ainsi qu'à des représentants du gouvernement, des services policiers et des ONG de discuter des dimensions scientifiques de l'identification des diamants et des technologies disponibles pour marquer les diamants bruts et polis. La conférence a étudié les possibilités et les limites de la détermination de l'origine des diamants bruts dans l'optique d'un éventuel régime de certification de l'origine. On a convenu que bien qu'il n'existe pour l'instant aucun moyen à toute épreuve et peu coûteux d'identifier ou d'"étiqueter" les diamants bruts, il existe de nouvelles recherches très utiles sur la question. On pourrait entre autres marquer les diamants bruts au-delà d'une certaine taille et d'une certaine valeur, puisque les plus grosses pierres sont les plus attrayantes pour les commerçants illicites. Le conseiller national à la sécurité sortant, Sandy Berger, a pris la parole à cette conférence et a dit que les diamants de guerre étaient une "question de sécurité nationale" pour les États-Unis. La nouvelle administration Bush a donné des signaux à maintes fois qu'elle a l'intention de poursuivre une politique vigoureuse visant à mettre un terme aux diamants de guerre.

La réunion de Bo planifie une campagne en Sierra Leone

Plusieurs organisations de la société civile de la Sierra Leone se sont réunies à Bo, du 12 au 15 janvier, pour discuter des réalisations de la « Campaign for Just Mining » en 2000 et pour planifier leur avenir. Animée par le Network Movement for Justice and Development (NMJD) et le Civil Society Movement (CSM), la campagne mettra l'accent sur les diamants de guerre, la politique minière du pays, les questions environnementales et le rôle des collectivités de base dans les industries minières du pays. La campagne sera gérée par sept groupes régionaux, en plus du groupe de travail national. Un comité consultatif réunira des représentants du gouvernement, du Council of Paramount Chiefs, de l'industrie de diamant et de la chambre de commerce. Certains participants ont critiqué le nouveau programme de certification des diamants ou de leur origine, soutenant que des « diamants du sang » s'introduisent dans les voies d'exportation officielles. Ils ont fait état du « commerce florissant des diamants à Bo et à Kenema » et du grand nombre d'acheteurs de diamants exerçant leurs activités dans ces villes. « Nous sommes d'avis que la seule façon d'y mettre un terme est d'expulser militairement les rebelles des régions productrices de diamants », a affirmé un porte-parole du NMJD. « Il s'agirait d'une première étape pour assainir l'industrie de diamant dans ce pays. »

LIVRES

Angola's War Economy: The Role of Oil and Diamonds, Jakkie Cilliers et Christian Dietrich (dir.), Institute for Security Studies, Pretoria, 2000, 370 p.

Au début de ce livre, Jakkie Cilliers affirme que l'Angola illustre un "nouveau type de guerre d'insurrection régionale et déterminée par l'économie, davantage liée à l'économie informelle régionale et même à l'économie mondiale et à ses éléments criminels que les guerres précédentes." Le livre réunit des textes d'auteurs bien informés qui abordent les théories et la réalité de l'économie politique des guerres motivées par les ressources. Mentionnons entre autres William Reno, qui a abondamment écrit sur la guerre, les diamants et la corruption de l'état en Sierra Leone, et deux auteurs maintenant associés au projet de la sécurité humaine et des diamants – Christian Dietrich et Johan Peleman, directeur de l'IPIS. Dietrich signe quatre chapitres détaillés sur l'industrie du diamant en Angola tandis que Peleman traite du volet aéroporté du contournement des sanctions. Ce livre est une excellente introduction pour quiconque veut comprendre le rôle des insurrections fondées sur les ressources en général, ainsi que la complexité particulière de la longue et tragique guerre en Angola.

On peut obtenir gratuitement des exemplaires du livre en payant des frais de poste de 12 \$US pour l'Europe et l'Amérique du Nord, et de R15 pour l'Afrique du Sud. Communiquer avec : violet@iss.co.za ou par télécopieur : +27-12-346-9500

Angola: From Afro-Stalinism to Petro-Diamond Capitalism, par Tony Hodges, The Fridtjof Nansen Institute et The International African Institute en association avec James Currey, Oxford and Indiana University Press, Bloomington et Indianapolis, 2001, 201 p., £11,95

Ce nouveau livre présente une histoire économique de l'Angola depuis l'indépendance, couvrant la montée de l'élite postcoloniale du pays, les contradictions de la "transition en panne" du marxisme à une économie de marché, et les limites des divers processus de réforme qui ont été institués depuis la fin des années 1980. Les personnes qui connaissent bien l'industrie du diamant de l'Angola n'apprendront pas grand chose de nouveau ici. Dans l'unique chapitre sur les diamants, l'auteur s'inspire abondamment de Global Witness et du rapport Fowler, bien qu'à la différence de ce travail, le livre situe les diamants dans une perspective historique et économique plus large.

Expansion du processus de Kimberley

L'industrie et les ONG s'inquiètent des retards

Le "processus de Kimberley" est une série de réunions intergouvernementales initiée par le **gouvernement de l'Afrique du Sud** en mai 2000 dans le but de régler les problèmes des diamants de guerre. En 2000, des rencontres ont eu lieu à Kimberley, Luanda, Windhoek et Londres; de plus en plus de gouvernements ont participé aux discussions, sans déboucher sur de réelles actions concrètes. La Résolution 55-56 du 1^{er} décembre 2000 de l'**Assemblée générale de l'ONU** prescrivait un processus de Kimberley "élargi" afin d'élaborer une proposition détaillée concernant un mécanisme de certification international des diamants bruts.

La première réunion du processus élargi, qui a eu lieu à Windhoek, en Namibie, en février 2001, s'est amorcée par une réunion restreinte des représentants des gouvernements. Cette réunion a été suivie par un "atelier technique" de trois jours, plus ouvert et auquel ont participé l'industrie du diamant et des groupes de la société civile – représentés par **Partenariat Afrique Canada, Global Witness et Oxfam International**. La première journée de l'atelier technique a eu lieu le jour de la Saint-Valentin, et coïncidait avec le lancement d'une campagne de revendication d'**Amnistie Internationale** aux États-Unis, ce qui a inculqué un sentiment d'urgence aux délibérations. Certains représentants de l'industrie ont qualifié la situation de "crise", qualifiant la campagne de "coup direct" contre l'industrie, alors qu'Amnistie la qualifiait d'"avertissement".

Durant la réunion gouvernementale, l'absence de plan et la lenteur des progrès réalisés jusque là ont suscité de l'insatisfaction. Dans le but de préciser les enjeux, le **gouvernement du Canada** a proposé une "feuille de route" qui, après certaines révisions, a été acceptée et présentée à l'assemblée générale. La "feuille de route" vise à accélérer la démarche et définit les sujets qui doivent faire l'objet de recherches et de discussions à chacune des quatre prochaines réunions. Le but est d'en arriver à une proposition officielle et convenue concernant un mécanisme de certification international pour pouvoir la présenter à l'UNGA en décembre 2001.

À cette fin, une série de rencontres a été prévue.

Avril 2001 – Belgique : Analyse du contrôle des importations et des exportations

dans le but d'élaborer un ensemble de normes minimales pour un mécanisme de certification international concernant les diamants bruts.

Juin 2001 – Russie : Définition des propositions sur des normes minimales.

Septembre 2001 – R.-U. : Élaboration des propositions détaillées pour le mécanisme de certification international des diamants bruts fondé sur les normes minimales convenues.

Octobre 2001 – Angola : finaliser les propositions détaillées pour le mécanisme de certification international et consolider les commentaires pour faire rapport à l'UNGA.

Novembre 2001 – Botswana : Éventuelle réunion ministérielle.

Les opinions sur le succès de la rencontre et de l'ensemble du processus divergeaient nettement. Certains représentants de l'industrie ont jugé le processus excessivement lent, puisqu'ils ont tout intérêt à ce qu'un système de certification soit en place le plus tôt possible. Leur réaction à la campagne d'Amnistie illustre cette préoccupation. La communauté des ONG est également favorable à un processus plus rapide. Mais les représentants des gouvernements ont demandé plus de temps afin de procéder aux nombreuses consultations avec les ministères qui interviennent dans l'élaboration de nouvelles lois.

Le résultat officieux le plus important de la rencontre est issu du lobbying en coulisse. De fortes pressions ont été appliquées aux gouvernements qui, jusqu'à maintenant, avaient fait preuve d'ambivalence à l'égard du contrôle des diamants bruts. À la fin de la réunion, il semblait que la **Fédération de Russie**, qui avait jusque là traîné la patte, était devenue plus sensible aux objectifs. Les positions de la **Chine** et de l'**Inde** demeurent imprécises.

Dépôt d'un projet de loi sur les diamants propres

Le 7 mars, plus de 40 membres du Congrès américain ont coparrainé un projet de loi visant à mettre un terme aux diamants de guerre. Le projet de loi propose l'interdiction de l'importation aux États-Unis de diamants en provenance de tout pays qui n'a pas mis en place le système de contrôle des diamants bruts prévu par le processus de Kimberley. Les contrevenants seront passibles de rigoureuses peines civiles et criminelles, et les produits de la contrebande saisis serviront à aider les

victimes de la guerre. Les principaux coparrains, **Tony Hall, Frank Wolf** et **Cynthia McKinney**, espèrent que le projet de loi sera adopté d'ici six mois et que la loi entrera en vigueur six mois plus tard. S'il est adopté, le projet de loi insufflera un sentiment d'urgence au processus de Kimberley.

CAMPAGNES

Animation percutante d'Amnistie

Amnistie Internationale a publié de nombreux rapports sur la Sierra Leone au cours des dernières années, mais la section américaine est allée plus loin, lançant une campagne sur les diamants le jour de la Saint-Valentin 2001, de concert avec 73 autres organismes américains, y compris **Physicians for Human Rights** et **World Vision**. Animé de façon percutante, le site Web d'Amnistie affirme que certaines des plus belles pierres du monde aident à financer des insurrections violentes et brutales partout en Afrique, surtout en Sierra Leone, où le Revolutionary United Front (RUF) finance sa campagne brutale en vendant des diamants illicites sur le marché mondial...

"Jusqu'à ce qu'un système de certification international soit en place et appliqué intégralement par des pays critiques comme les États-Unis, les diamants utilisés pour financer le RUF continueront de se retrouver dans les bijouteries des États-Unis et d'autres pays..."

"Nous aimerions que la loi soit adoptée avant le 4 juillet. Il nous faut votre aide pour mobiliser des appuis au Clean Diamonds Act. Il faut agir sans tarder!" On propose entre autres des manifestations éducatives devant les points de vente de Tiffany, Cartier, Walmart et Zales, des affiches et des campagnes épistolaires.

On trouvera la lettre pour la campagne à l'intention des Jewelers of America et du WDC à :

http://www.phrusa.org/campaigns/sierra_leone/vday_jewelerlet_021401.html

On trouvera l'animation d'Amnistie à : www.amnestyusa.org.